



**Réunion des Ministres de la Coalition mondiale contre Daech
Koweït, le 13 février 2018**

**Intervention de S.E. M. Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg**

Monsieur le Président,
Excellences,

Je tiens d'abord à remercier mon collègue le Ministre des affaires étrangères et le gouvernement du Koweït d'avoir organisé cette réunion à un moment si opportun.

La communauté internationale et la coalition mondiale en particulier ont obtenu des résultats très importants dans la lutte contre Daech, dans la lutte contre la barbarie, notamment en Irak. Je me souviens de la situation qui prévalait lors de ma visite à Bagdad et à Erbil, en décembre 2016. A l'époque, Daech contrôlait encore des vastes territoires en Irak, y compris sa deuxième ville, Mossoul. Une année plus tard, en décembre 2017, le Premier ministre Abadi a pu déclarer la victoire totale sur Daech en Irak.

Je voudrais ici rendre hommage au courage du peuple irakien qui a tellement souffert, de son gouvernement et de ses forces armées, et à la mémoire des victimes civiles et militaires. Je voudrais aussi reconnaître l'action courageuse des combattants kurdes, les peshmergas.

Pendant la campagne militaire, beaucoup d'efforts ont été déployés par les autorités irakiennes afin de protéger la population civile. Ceci était indispensable pour la réconciliation entre Irakiens. Cette réconciliation doit être une priorité, alors que les opérations militaires se sont achevées en grande partie.

Le Luxembourg a soutenu l'Irak dans cette lutte. Nous avons notamment financé des activités de déminage gérées par le Service de la lutte anti-mines des Nations Unies, UNMAS, à Mossoul, pour aider à stabiliser la ville après sa libération.

Nous avons aussi aidé en matière de lutte contre les engins explosifs improvisés, et nous venons de décider de soutenir un nouveau projet de déminage en Irak, par le biais de l'initiative « Renforcement des Capacités de Défense » (DCB) de l'OTAN.

Notre collègue jordanien vient de le dire à juste titre, Daech a été vaincu mais non détruit. Afin de détruire Daech durablement et d'empêcher qu'il n'émerge de nouveau, un accord politique global entre toutes les composantes de la société irakienne est nécessaire. Ainsi, l'Irak pourra mettre en place un système de gouvernance inclusif qui reflète la diversité religieuse et ethnique de sa population.

Daech est défait en Irak, mais l'organisation continue à exister de l'autre côté de la frontière, en Syrie. Force est cependant de constater que d'autres combats s'intensifient en Syrie, notamment dans les régions d'Afrin, d'Idlib et de la Ghouta orientale. La principale victime, comme toujours, est la population civile, et les seuls qui profitent de ce chaos, des guerres dans la guerre, sont les terroristes de tous bords. On ne le répétera jamais assez : il n'y a pas de solution militaire. Seul un processus politique mené par les Syriens, sous l'égide des Nations Unies, selon les dispositions de la résolution 2254 du Conseil de sécurité et les principes du communiqué de Genève, permettra de ramener la paix et la stabilité en Syrie. C'est ce processus politique inclusif qui créera les conditions nécessaires pour l'éradication de Daech.

A la conférence de Londres en 2016, le Luxembourg s'est engagé à contribuer chaque année, jusqu'en 2020, un montant de 7,5 millions d'euros pour répondre à l'impact de la crise syrienne. Nous tenons cet engagement pour aider les Syriens et les pays voisins qui accueillent la plupart des réfugiés de Syrie, en particulier la Jordanie, le Liban et la Turquie.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg continuera de s'engager dans la lutte contre Daech. Nous participerons ainsi à la fin de ce mois à Washington à la conférence visant à mobiliser les efforts en matière d'application de la loi pour vaincre Daech. Vous pouvez compter sur nous.

Je vous remercie de votre attention.